

L'acteur et la bureaucratie au XXI^e siècle

David Giauque et Yves Emery, Québec : Presses de l'Université Laval, 2016, pp.412

Jade Boivin, Université d'Ottawa (jboiv051@uottawa.ca)

En utilisant le concept d'acteur comme fil conducteur, *L'acteur et la bureaucratie* aborde les différentes théories, concepts et influences qui ont façonnés le champ de l'administration publique moderne. Composé de cinq parties, cette publication offre un aperçu de l'évolution et des enjeux contemporains qui façonnent le concept d'acteur.

La première partie du livre se veut une introduction au concept d'acteurs au sein de la fonction publique. Notamment, on y présente un survol historique de l'évolution de la discipline de l'administration publique (chapitre 1). Il est aussi question de l'influence des réformes managériales et technicistes sur l'émergence de thèmes contemporains dans la discipline. Les auteurs pointent du doigt les effets pervers de ces réformes pour expliquer le regain d'intérêt que connaît le concept d'acteur à titre d'objet d'étude. Cette observation amène les auteurs à s'intéresser à l'univers post-bureaucratique ainsi que de l'influence des organisations privées sur l'administration publique et sur les agents publics (chapitre 2). Par conséquent, on assiste à une assimilation de l'administration publique à l'univers des entreprises privées. Ce mouvement de privatisation renforce l'importance de choix méthodologiques et épistémologiques reconnaissant la nature subjective de l'administration publique. En ce sens, les perspectives sociologiques et anthropologiques sont à considérer afin d'étudier les enjeux propres à l'administration publique (chapitre 3).

La deuxième partie discute des dynamiques qui unissent l'État, les acteurs et les structures bureaucratiques selon une perspective sociologique. Cette partie s'articule autour de l'analyse de l'acteur en lien avec l'environnement au sein duquel il évolue. On revisite les œuvres incontournables en l'administration publique dans une perspective sociologique (chapitre 4). De plus, il est question de l'importance de l'analyse des réseaux afin de saisir les relations qui unissent les acteurs clef d'une politique publique (chapitre 5). En outre, on aborde l'importance du travail des intervenants de première ligne dans la relation entre structure bureaucratique.

La troisième partie porte sur les enjeux contemporains de l'administration publique et les nouvelles compétences qui doivent développer les acteurs afin d'y faire face. Ainsi, on parle des changements apportés par l'évolution de la relation politico-administrative et l'influence de ces changements sur les acteurs (chapitre 7). Un autre enjeu contemporain abordé est celui des relations entre les élites administratives, les élus et les institutions en lien avec les réformes managériales (chapitre 8). Il est aussi question du changement qu'apporte l'économie pour les acteurs de l'administration publique (chapitre 9).

La quatrième partie du livre présente les enjeux éthiques et pratiques que les réformes administratives de type « nouvelle gestion publique » ont soulevés pour les acteurs de la fonction publique. Une attention particulière est accordée aux différentes réformes et aux formes de domination qui en découlent. Sous l'apparence d'innovation et d'une plus grande liberté octroyée aux acteurs, il y a davantage de mesure et de pression afin d'atteindre des quotas de production (chapitre 11). Ces consignes visant une plus grande production, entrent parfois en contradiction avec les prestations qui doivent délivrer les fonctionnaires (chapitre 10). Ces situations soulèvent des enjeux éthiques (chapitre 12) et de santé au travail (chapitre 13).

Finalement, dans la cinquième partie du livre se compose d'un seul chapitre et rappelle les éléments importants de l'ouvrage.

De manière générale, cet ouvrage est une introduction complète aux principaux courants et enjeux qui animent le champ de l'administration publique. Sans présenter toujours des idées particulièrement innovantes, il résume bien les grands débats ainsi que les différentes facettes de l'acteur dans les organisations publiques. Les différents chapitres permettent d'apprécier la place de l'acteur dans l'administration publique sous différents angles.

Bref, ce livre pose un regard contemporain sur l'acteur à titre d'objet d'étude en administration publique. Il est pertinent dans la mesure où il remplit un vide dans la littérature récente sur le sujet.

Federalism and the Welfare State in a Multicultural World

Elizabeth Goodyear-Grant, Richard Johnston, Will Kymlicka and John Myles, eds. Montreal: McGill-Queen's University Press, 2018, pp. 348.

Robert Vipond, University of Toronto (robert.vipond@utoronto.ca)

The title of this book does not let on that it is a Festschrift honouring the scholarship and career of Keith Banting, but that is surely what it is. And why not? Over the course of his career, Banting has made distinguished contributions to the study of politics and policy in Canada (and beyond). The scholars assembled for this fine volume—colleagues from Queen's University, former students and collaborators from near and far—riff eloquently on those contributions.

The quartet of editors note in their introduction that “Keith Banting’s career can be stylized as a preoccupation with federalism and the welfare state in a multicultural world” (4). This triadic preoccupation frames the volume’s organization. The collection begins where Banting’s writing on Canadian politics begins—with the relation between the welfare state and federalism. If the modern welfare state is to redeem its promise, Banting argues (chap. 2), it requires both a normative consensus about the importance of redistribution and the institutional capacity to deliver the goods. But doesn’t federalism threaten both conditions? Don’t localized identities and competing regional state institutions potentially weaken the national welfare state? Banting’s answer is “it depends,” and the cluster of essays in this section of the collection reflect the nuanced ambivalence of his scholarship. Of these chapters, two stand out: Alain Noël’s characteristically insightful analysis of the Quebec welfare state since the financial crisis and Kent Weaver’s smart and generalization-resistant discussion of the policy dynamics of a federal welfare state like Canada. Both are well worth the candle.

Of course, Canada is not simply a federal welfare state; it is a culturally diverse federal welfare state. Federalism and diversity intersect directly when it comes to immigration policy, one of the few policy jurisdictions that are shared between federal and provincial governments as a matter of constitutional design. The chapter by Jane Jenson and Mireille Paquet does a particularly good job of showing how federalism and diversity interact. Theirs is a story that is both institutional (tracing the growing leverage of provinces in matters of immigration and settlement) and ideational (in which distinctive provincial notions of citizenship are increasingly prominent). It neatly captures the interaction between normative concerns and institutional analysis that resonates with Banting’s distinctive intellectual voice. So, too, does Edward Koning’s piece on the relation between federalism and the politics of immigration and welfare—this time in a more general register of hypotheses that might be tested in, and applied to, a broader comparative context.